

ses, comme les travailleurs, contribuent largement à notre bien-être, et nous sommes heureux d'avoir l'avis de tous les citoyens. Nous ne dénigrons aucun de ceux qui participent à l'élaboration du budget.

Si j'ai bonne mémoire, d'après les chiffres donnés par le ministre des Finances, depuis la réforme fiscale, environ huit familles sur dix paieraient moins d'impôts, neuf personnes âgées sur dix en paieraient moins également et 850 000 Canadiens ne devraient plus en payer du tout. Voilà ce que j'appelle la justice sociale.

• (1430)

**M. Broadbent:** Nous connaissons la chanson. Deux années après l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, le nombre de personnes payant des impôts avait augmenté de plus d'un million, puis le gouvernement a modifié le régime fiscal pour revenir en arrière. C'est le gouvernement qui joue sur les chiffres. J'ai une question très concrète à poser.

#### LA HAUSSE DE LA TAXE DE VENTE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Depuis les dernières élections, le gouvernement, selon cette étude, a augmenté la taxe de vente de 5 p. 100, et pendant la campagne électorale le ministre des Finances a suggéré qu'un gouvernement conservateur augmenterait, avec la nouvelle taxe de vente, la taxe à un niveau de 9 p. 100, c'est-à-dire un autre 1 000\$ par année, par famille moyenne.

Ma question est très simple: Le premier ministre peut-il garantir au peuple canadien que le gouvernement n'a pas l'intention d'implanter cette nouvelle taxe de vente, mais d'imposer plutôt une nouvelle taxe sur les sociétés rentables qui ne paient pas un sou d'impôt à l'heure actuelle?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, il y a eu des changements en profondeur quant aux sociétés au Canada, et un nombre croissant de sociétés qui autrefois étaient exemptées d'impôt paient maintenant leur quote-part d'impôt comme il se doit ici au Canada. Il s'agissait d'une réforme importante annoncée par le ministre, il y a quelque temps. Nous avons du chemin à faire dans le domaine, mais nous allons finir par régler le problème.

En ce qui concerne la question de base, soumise par mon ami, le ministère des Finances a déjà annoncé que, après ajustement pour inflation, le revenu personnel

disponible après impôt, au Canada, par citoyen, a été majoré de 1 100\$ par personne depuis 1984. Voilà un fait sérieux. Voilà la justice sociale en faveur des moins bien nantis de notre société.

\* \* \*

[Traduction]

#### LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

##### LE COURRIER DE PREMIÈRE CLASSE—LES RUMEURS DE PRIVATISATION

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre et a trait à la dernière trouvaille du gouvernement pour détruire une de nos institutions nationales, le service postal canadien.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Boudria:** Il n'y a pas de quoi rire, monsieur le Président. Aujourd'hui, de nombreux médias confirment que le ministre responsable de la Société canadienne des postes, de connivence avec l'Institut Fraser, organisme de droite s'il en est, prévoyait privatiser la livraison du courrier de première classe au Canada.

Étant donné que ce projet va à l'encontre du rapport Marchment commandé par le gouvernement même et étant donné qu'il signifierait la disparition du service postal rural, sinon de tout le service postal canadien, le premier ministre dira-t-il au ministre responsable de la Société des postes de modérer ses ardeurs et d'oublier immédiatement ce projet grotesque?

**L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Monsieur le Président, le député devrait relire les articles dont il parle. Il verra que tout ce que j'ai dit, c'est que j'étais ouvert à tout changement. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Andre:** . . . que j'étais ouvert à tout changement susceptible de rendre la Société des postes plus efficace, ce qui inclut la possibilité d'accroître la concurrence du secteur privé.

Je me rends compte que les députés libéraux sont prompts à condamner, mais je crois que, pour bien s'acquitter de ses responsabilités, il faut être ouvert aux nouvelles idées. Qu'un service ait été efficace au XIXe siècle ne signifie pas qu'il doit demeurer inchangé aujourd'hui. Nous pouvons toujours améliorer les choses.